

Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle (IAN).

Contexte de l'analyse

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2024-2025 se sont soldés par une production céréalière de 76,2 millions de tonnes, marquant une hausse de 3 % par rapport à la campagne précédente et à la moyenne quinquennale. Toutefois, la production moyenne de céréales par habitant enregistre une baisse de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Au 31 mars, la situation pastorale au Sahel demeure préoccupante. Malgré une production fourragère globalement satisfaisante favorable en fin de campagne, plusieurs régions souffrent d'un déficit saisonnier notable de biomasse fourragère : Niamey et Dosso (Niger), Tombouctou, Gao et Ménaka (Mali), le nord-est du Burkina Faso et l'est du Tchad. Cette situation pousse les transhumants à migrer vers les zones du Golfe de Guinée, où les ressources fourragères sont plus abondantes. Par ailleurs, les feux de brousse ont également détruit de vastes superficies, aggravant ainsi la situation déjà difficile. La situation sanitaire animale reste stable, mais l'accès à l'eau pour le bétail devient de plus en plus problématique dans les zones sahéennes, souvent sujettes à des tensions autour des points d'eau surpeuplés. Les restrictions sur la transhumance transfrontalière et l'insécurité civile limitent les déplacements pastoraux, entraînant une concentration accrue du bétail dans les zones perçues comme plus sûres et une modification des itinéraires habituels.

Dans l'ensemble, le fonctionnement des marchés agricoles est satisfaisant, sauf dans les zones affectées par l'insécurité civile où les approvisionnements sont relativement plus faibles et les demandes des ménages plus fortes que d'habitude.

Les prix des principales céréales de base sont toujours en hausse dans la majorité des pays de la région de l'ordre de 10% à plus de 100% par rapport à la moyenne des 5 dernière années. Cette tendance est particulièrement marquée au Nigeria (+200%), au Ghana (100%), en Sierra Leone (62%), ainsi que dans les zones confrontées à l'insécurité civile où les approvisionnements sont fortement perturbés. Parmi les facteurs explicatifs, on peut notamment citer la dépréciation de leurs monnaies nationales par rapport au Dollar US.

À cela s'ajoute la hausse des prix du carburant au Nigeria, du coût du transport et les restrictions diverses prises par plusieurs pays pour réduire les flux transfrontaliers des produits agropastoraux.

Sur les marchés à bétail, les prix des animaux demeurent élevés comparativement à la moyenne des 5 dernières années. Toutefois, les termes de l'échange bétail/céréales sont toujours en défaveur des éleveurs à cause de la hausse importante des prix des céréales, ce qui affecte négativement les moyens d'existence des éleveurs.

Sur les marchés internationaux, les prix des produits alimentaires restent globalement stables. Il convient toutefois de noter que les prix de certains produits alimentaires importés restent élevés dans la région du fait des facteurs logistiques, des coûts de manutention et d'autres contraintes spécifiques aux marchés régionaux.



Consommation alimentaire :

Elle reste contrastée dans plusieurs pays de la région. Elle est classée en phase minimale à sous pression dans la plupart des zones analysées. Toutefois, dans le Nord du Ghana, le bassin du Lac Tchad, Nord Est et Nord-Ouest du Nigeria la consommation s'est dégradée en phase crise.

Pour la période projetée, une dégradation de la consommation alimentaire est attendue dans ces mêmes zones ainsi que dans les zones à proie à l'insécurité dans le Sahel Central



Evolution des moyens d'existence :

Les moyens d'existence restent négativement impactés par l'insécurité civile dans plusieurs zones mais aussi par les hausses des prix des principales denrées alimentaires ainsi que les conséquences des inondations et de la sécheresse ; ce qui réduit la capacité des ménages à protéger et à maintenir durablement leurs moyens d'existence.



Nutrition :

Le statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes allaitantes et enceintes demeure encore préoccupant avec des prévalences très élevées dans les zones où l'insécurité civile persiste. Le faible taux d'accès à une alimentation diversifiée et nutritive dans les ménages contribue à ces prévalences de malnutrition aiguë dans plusieurs pays, notamment au Sahel et dans le Nord-Est du Nigéria.

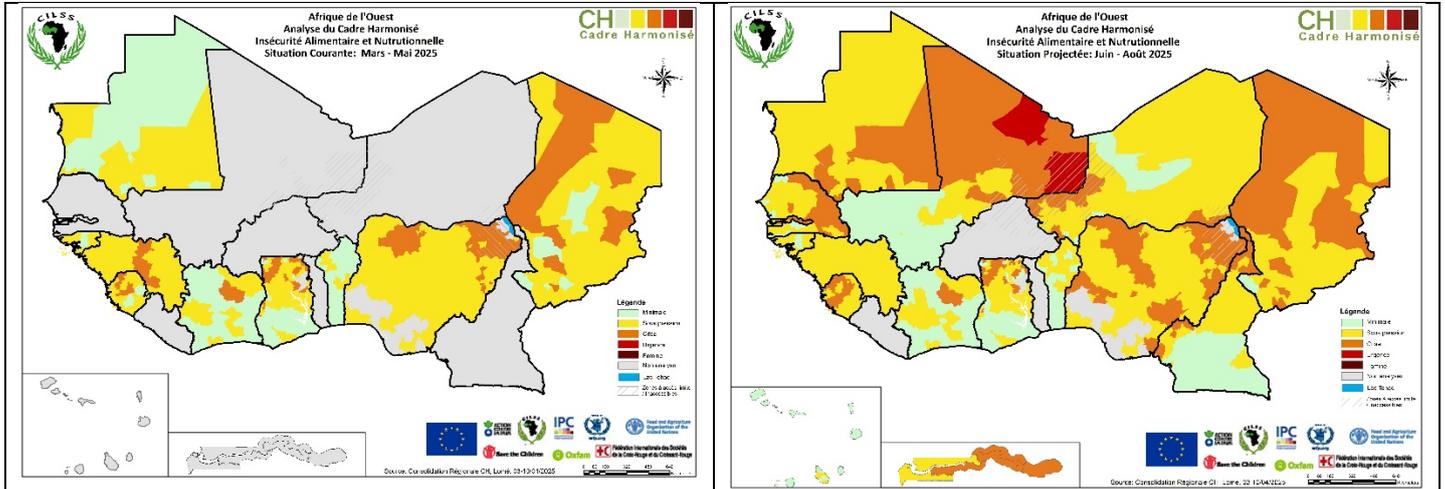


Mortalité :

A l'exception du Tchad, où les taux restent très faibles, les données sur la mortalité ne sont pas disponibles pour ce cycle d'analyse car généralement collectées lors des enquêtes SMART sur la nutrition.

La situation nutritionnelle reste préoccupante dans les pays du Sahel avec plusieurs zones classées en situation « Sérieuse et plus » (Phase 3+ de l'IPC AMN). La détérioration de la situation nutritionnelle est plus marquée au Tchad, au Nord-est du Nigéria et au Mali, où, en particulier, le site PDIs de GAO a atteint un niveau extrêmement critique (Phase 5 de l'IPC AMN).

Cartographie de l'état de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle



Répartition des zones par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour la situation courante (Mars-Mai 2025), un total de 884 zones ont été analysées dans 9 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Il est important de noter que, faute de nouvelles données, l'analyse courante du CH n'a pas été conduite pour le Cabo Verde, la Gambie, le Niger et le Mali. Parmi les zones analysées en situation courante, 115 sont classées en Crise (Phase 3), 628 zones en Sous Pression (Phase 2) et 141 en phase Minimale (Phase 1). Aucune zone n'a été classée en Urgence (Phase 4) ni en Famine (Phase 5). A noter qu'il n'y a pas eu d'analyse ni en courante ni projetée pour le Burkina Faso et le Libéria.

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité

Pays	Situation courante: Mars – Mai 2025					Situation projetée: Juin – Août 2025								
	Total analysées	Zones	Nombre de zones par Phase					Total analysées	Zones	Nombre de zones par Phase				
			Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5			Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5
Bénin	77	69	8	0	0	0	77	59	18	0	0	0		
Cabo Verde	-	-	-	-	-	-	22	17	5	0	0	0		
Côte d'Ivoire	31	21	9	1	0	0	31	19	11	1	0	0		
Gambie	-	-	-	-	-	-	8	0	4	4	0	0		
Ghana	71	16	30	25	0	0	2	19	30	22	0	0		
Guinée	8	0	7	1	0	0	8	0	8	0	0	0		
Guinée Bissau	9	3	6	0	0	0	9	2	7	0	0	0		
Mali	-	-	-	-	-	-	56	26	18	10	2	0		
Mauritanie	55	23	32	0	0	0	55	0	38	17	0	0		
Niger	-	-	-	-	-	-	78	6	60	12	0	0		
Nigeria	548	0	480	68	0	0	548	0	386	162	0	0		
Sénégal	-	-	-	-	-	-	46	12	25	9	0	0		
Sierra Leone	16	2	12	2	0	0	16	0	11	5	0	0		
Tchad	69	7	44	18	0	0	69	3	34	32	0	0		
Total SAO	884	141	628	115	0	0	1094	163	655	274	2	0		
Cameroun	0	0	0	0	0	0	58	29	20	9	0	0		
SAO & CMR	884	141	628	115	0	0	1152	192	675	283	2	0		

L'analyse de la situation projetée (Juin-Août 2025) a concerné 14 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en plus du Cameroun. Il convient de souligner que les projections issues des analyses du cycle de novembre 2024 ont été reconduites pour le Cabo Verde, la Gambie, le Mali et le Niger. Par contre, le Sénégal et le Cameroun ont mis à jour la situation projetée de l'analyse de novembre 2024. Au total, 1 152 zones ont été analysées dans la région. L'analyse révèle que la situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader pendant la période projetée si des actions appropriées ne sont pas mises en œuvre au moment opportun. Ainsi sur les 1152 zones analysées, 283 zones seraient en Crise (Phase 3) et 2 en Urgence (Phase 4) au Mali (Ménaka et Kidal). En outre, 675 zones seraient en Sous Pression (Phase 2) et 192 en situation Minimale (Phase 1). Rappelons qu'aucune zone ne serait en situation de Famine (Phase 5).



Répartition des populations par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Situation courante : Mars-Mai 2025

En situation courante (mars-mai 2025), sur une population totale analysée de près de 323,6 millions de personnes, plus de 34,4 millions soit 10,7% sont classées en phase crise ou pire., dont près de 25 millions au Nigéria, plus de 2,3 millions au Ghana et au Tchad, plus de 1,8 millions en Guinée, et plus de 1,2 millions en Côte d'Ivoire. L'analyse révèle également qu'environ 1,2 million de personnes sont en urgence (Phase 4), dont environ 680 000 au Nigéria, plus de 151 000 au Tchad, plus de 136 000 au Ghana, plus de 110 000 en Guinée, plus de 57 000 en Sierra Leone et plus de 53 000 en Côte d'Ivoire. Aucune population n'a été classée en situation de Catastrophe (Phase 5). Le tableau ci-dessous fournit plus de détails sur l'estimation des populations selon les phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (mars-mai 2025)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5	Pourcentage population en phase 3 à 5
Bénin	13 090 287	11 238 541	1 441 313	410 433	-	-	410 433	3,1%
Cabo Verde	-	-	-	-	-	-	-	-
Cote d'Ivoire	24 601 202	19 928 178	3 432 608	1 186 708	53 708	-	1 240 416	5,0%
Gambie	-	-	-	-	-	-	-	-
Ghana	32 274 261	24 584 245	5 311 434	2 242 467	136 116	-	2 378 582	7,4%
Guinée	14 048 921	8 760 516	3 467 089	1 711 179	110 137	-	1 821 316	13,0%
Guinée Bissau	1 816 450	1 360 149	334 606	121 695	-	-	121 695	6,7%
Mali	-	-	-	-	-	-	-	-
Mauritanie	4 927 530	3 690 990	870 833	365 706	-	-	365 706	7,4%
Niger	-	-	-	-	-	-	-	-
Nigeria	206 466 476	100 097 230	81 473 118	24 216 154	679 975	-	24 896 129	12,1%
Sierra Leone	8 739 886	5 728 666	2 099 615	854 530	57 075	-	911 605	10,4%
Sénégal	-	-	-	-	-	-	-	-
Tchad	17 673 968	11 218 359	4 117 836	2 186 341	151 432	-	2 337 773	13,2%
Total SAO	323 638 981	186 606 873	102 548 453	33 295 212	1 188 443	-	34 483 655	10,7%
Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-
Total SAO+CMR	323 638 981	186 606 873	102 548 453	33 295 212	1 188 443	-	34 483 655	10,7%

Situation projetée : Juin - août 2025

En situation projetée (juin- août 2025), l'analyse révèle plus de 49,3 millions de personnes soit 11,6% seraient probablement touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë de phase Crise ou pire si aucune intervention appropriée n'est mise en œuvre. Les pays les plus touchés en termes de nombre de personnes affectées, sont le Nigéria (plus de 30,6 millions), le Tchad (plus de 3,3 millions), le Cameroun (plus 2,6 millions), le Niger (plus de 2,2 millions), le Ghana (plus de 2 millions), la Guinée (plus de 1,7 millions), le Mali (plus de 1,5 millions), la Côte d'Ivoire (plus de 1,4 millions), le Sénégal (plus de 1,3 millions) et la Sierra Léone (plus de 1,2 millions). Plus de 2,4 millions de personnes seraient en Urgence (Phase 4), tandis que plus de 2 500 personnes vivant dans la région de Ménaka au Mali pourraient faire face à une situation de Catastrophe (Phase 5). Le tableau 3 ci-dessous présente une répartition plus détaillée des populations estimées dans chaque phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la situation allant de juin à août 2025. Avec la raréfaction des ressources financières compte tenu du contexte actuel pourrait considérablement affectée les zones qui sont déjà sous forte assistance humanitaire.

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2024)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5	Pourcentage population en phase 3 à 5
Bénin	13 090 287	11 403 475	1 378 506	308 306	-	-	308 306	2,4%
Cabo Verde	510 243	401 419	73 530	35 294	-	-	35 294	6,9%
Côte d'Ivoire	24 601 202	19 460 826	3 706 488	1 380 014	53 874	-	1 433 888	5,8%
Gambie	2 422 712	1 564 669	614 106	236 290	7 647	-	243 937	10,1%
Ghana	32 274 261	25 394 314	4 861 276	1 896 310	122 362	-	2 018 671	6,3%
Guinée	14 048 921	8 582 747	3 699 808	1 675 353	91 013	-	1 766 366	12,6%
Guinée Bissau	1 816 450	1 298 533	371 884	146 034	-	-	146 034	8,0%
Mali	23 519 325	17 962 864	4 038 426	1 451 211	64 179	2 645	1 518 035	6,5%
Mauritanie	4 927 530	3 112 878	1 224 200	578 579	11 873	-	590 452	12,0%
Niger	27 320 164	18 843 905	6 255 332	2 105 794	115 132	-	2 220 926	8,1%
Nigeria	206 466 476	83 854 500	91 987 478	29 442 010	1 182 488	-	30 624 499	14,8%
Sierra Leone	8 739 886	4 781 759	2 735 823	1 119 019	103 285	-	1 222 304	14,0%
Sénégal	19 075 965	13 419 407	4 342 915	1 221 657	91 985	-	1 313 642	6,9%
Tchad	17 673 968	9 270 098	5 096 161	3 018 863	288 845	-	3 307 709	18,6%
Total SAO	396 487 390	219 351 393	130 385 933	44 614 734	2 132 684	2 645	46 750 063	11,7%
Cameroun	28 456 069	20 379 127	5 456 450	2 310 847	309 645	-	2 620 492	9,2%
Total SAO+CMR	424 943 459	239 730 520	135 842 383	46 925 581	2 442 329	2 645	49 370 555	11,6%

Analyse spécifique des personnes déplacées au Tchad et en Mauritanie

Tchad : En sus de la population générale du pays il a été procédé lors de la session d'analyse de mars 2025, à une analyse spécifique des personnes déplacées (anciens réfugiés, nouveaux réfugiés, retournés et PDIs), vivant dans 18 camps, repartis dans huit (08) provinces du Tchad : Ennedi Est, Lac, Logone Oriental, Moyen Chari, Ouaddaï, Salamat, Sila et Wadi Fira. Sur un total de 1 616 853 personnes, 300 404 sont en Crise (Phase 3) et 54 063 en Urgence (phase 4) pour la situation courante. Pour la situation projetée, ces chiffres pourraient atteindre 376 708 pour la Phase 3 et 79 689 pour la Phase 4.

Mauritanie : Une analyse spéciale a également été conduite pour les réfugiés Maliens vivant dans la région du Hod El Chargui, à la fois hors camps et dans le camp de M'berra. Ainsi sur, les 243 000 personnes analysées, 29 020 sont en Crise (Phase 3) et 2 360 en Urgence (Phase 4) pour la situation courante. Pour la situation projetée, ces chiffres pourraient atteindre 37 630 pour la Phase 3 et 6 040 pour la Phase 4.



Facteurs déterminants et limitants

Danger & Vulnérabilité

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest et au Cameroun est liée à plusieurs facteurs dont les principaux facteurs déterminants comprennent L'insécurité civile engendrant entre autres la perturbation du fonctionnement des marchés et des flux transfrontaliers, les déplacements des personnes abandonnant leurs principaux moyens d'existence et rendant difficile l'accès à la nourriture pour satisfaire leur besoin alimentaire. Les conflits armés continuent de restreindre la mobilité dans les zones pastorales et rendent difficile l'accès au pâturage, fragilisant la situation alimentaire des ménages pastoraux.

La crise soudanaise continue de provoquer de nombreux déplacés au Tchad, et mettent beaucoup de pression sur la consommation alimentaire dans les zones d'accueil qui ont déjà subi des inondations ayant provoqué la perte des animaux, des terres de culture et des productions. Par ailleurs, la persistance de l'insécurité dans le Nord-est et le Nord-Ouest du Nigéria, la zone du Liptako-Gourma et la partie anglophone du Cameroun continue d'exacerber la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelles des ménages vivant dans ces zones et chez les personnes contraintes de quitter ces zones de conflit.

En outre, les chocs climatiques extrêmes représentent aussi des facteurs aggravant de l'insécurité alimentaire. Il faut noter en effet que les longues pauses pluviométriques observées dans certains pays comme le Ghana et ainsi que les inondations dans certains pays tels que la Guinée ont contribué à la diminution de productions et ont accentuer davantage la vulnérabilité des ménages.

Les hausses des prix dans la région, constitue l'un des principaux obstacles à l'accès adéquat à l'alimentation dans plusieurs pays de la région. Cette situation est aggravée par l'instabilité des monnaies nationales notamment au Ghana, au Nigéria et en Sierra Léone. Les variations des prix des céréales comparé à la moyenne des 5 dernières années oscillent entre 10% et 7%. Ces augmentations risquent d'avoir un impact négatif sur la consommation alimentaire des ménages.

Disponibilité

En situation courante (de mars à mai 2025), la disponibilité alimentaire reste assez satisfaisante grâce aux stocks provenant des récentes récoltes dans plusieurs pays de la région. Durant la période des récoltes et post récolte, la plupart des ménages vivant dans les zones agricoles consomment principalement de leur propre production. La production de céréales demeure stable par rapport à l'année précédente, cependant des baisses significatives ont été enregistrées au Sénégal (-48%). Malgré une légère baisse de l'offre régionale en céréales par habitant, la dynamique globale des marchés dans la région demeure satisfaisante. Toutefois, dans les régions touchées par l'insécurité civile, en particulier le nord du Mali, du Burkina Faso, l'ouest et l'est du Niger ainsi que le nord du Nigeria, l'approvisionnement alimentaire demeure très instable, rendant l'accès aux denrées de base plus difficile pour les populations.

En situation projetée (juin-août), qui coïncide avec la période de soudure dans la majeure partie de la région, une forte baisse de l'approvisionnement en nourriture en particulier pour les produits locaux est attendue. Cela aura un impact défavorable sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence des ménages.

Accessibilité

Dans les pays du CILSS et de la zone UEMOA, la conjoncture économique se caractérise par une inflation persistante qui dépasse celle de la région, où l'inflation a baissé d'environ 17 % en mars 2025. Les niveaux élevés d'inflation constatés sur les produits alimentaires de base dépassent largement l'inflation globale, rendant l'accès à la nourriture plus difficile pour les ménages et exerçant une pression considérable sur leurs moyens d'existence.

L'approvisionnement dans les régions affectées par des troubles civils au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Togo et au Bénin demeure un défi constant en raison de la demande élevée des personnes déplacées, des zones de sécurité civile et du secteur industriel.

Ces problèmes d'accès économique aux aliments ont un impact défavorable sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans plusieurs pays, notamment le Nigeria, la Sierra Leone, le Ghana, le Tchad, la Mauritanie, la Guinée et particulièrement les régions touchées par l'insécurité civile. L'accès continuera à se dégrader de plus en plus, surtout avec l'augmentation de la demande suite à l'épuisement des réserves domestiques et la poursuite de l'inflation alimentaire.

Utilisation

Les analyses de la malnutrition aiguë à l'aide de l'outil IPC Malnutrition Aiguë (AMN), montrent une situation préoccupante dans les cinq pays du Sahel. Avec plusieurs zones classées en situation « Sérieuse et plus » de la malnutrition aiguë (Phase 3+ de l'IPC AMN). La détérioration de la situation nutritionnelle est plus marquée au Mali, où le site PDIs de GAO a atteint un niveau extrêmement critique (Phase 5 de l'IPC AMN). Par ailleurs, la situation nutritionnelle est Critique (Phase 4 de l'IPC AMN) dans plusieurs zones du Nord-Est du Nigéria et dans les camps de déplacés au Tchad

Les principaux facteurs de risque de la malnutrition aiguë sont, entre autres, un apport alimentaire inadéquat des enfants en termes de Diversité Alimentaire Minimale (MDD) et de Régime Alimentaire Minimal Acceptable (MAD), et les maladies infantiles telles que la diarrhée et les Infections Respiratoires Aiguës (IRA). Les conditions sanitaires et d'hygiène en termes d'accès à des installations d'assainissement améliorées et à des sources d'eau potable restent inadéquat dans plusieurs zones de la région ; ce qui constitue des facteurs aggravant de la malnutrition aiguë.

Stabilité

La stabilité alimentaire est influencée par plusieurs facteurs notamment les conflits engendrant des déplacements des personnes, les longues pauses pluviométriques par endroit, les inondations et aussi l'instabilité de certaines monnaies dans les pays.

La production agricole dans la région, reste stable comparée à la moyenne de 5 ans, même si dans certains pays une baisse plus au moins importante a été observée, particulièrement au Sénégal et en Guinée. Cependant dans la majorité des pays côtiers, en période projetée, la situation pourrait s'améliorer avec l'arrivée des nouvelles récoltes qui vont compenser les déficits alimentaires et augmenter les moyens d'existence des ménages pauvres et très pauvres.



Méthodologie et difficultés de l'analyse

Les résultats du présent cycle sont issus des analyses nationales conduites entre février et avril 2025 au Cameroun et dans plusieurs pays de la région à l'exception du Burkina Faso, du Cabo Verde, de la Gambie, du Libéria, du Mali et du Niger, par manque de données sur les indicateurs de résultats. Néanmoins, les résultats des projections déjà établies lors du cycle d'octobre/novembre 2024 ont été reconduites pour le Cabo Verde, la Gambie, le Mali, et le Niger. Par ailleurs, le Cameroun et le Sénégal ont pu effectuer une mise à jour de leurs projections du cycle d'octobre/novembre 2024 et de ce fait les résultats issus de ces mises à jour ont été intégrés dans la situation projetée lors de la consolidation régionale.

Les analyses nationales ont été conduites par les cadres nationaux sous la facilitation des membres du Comité Technique Régional du CH. Elles s'appuient essentiellement sur les indicateurs de résultats issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité réalisées durant la période post-récolte (Janvier-février 2025). Les principaux indicateurs de résultats disponibles pour la plupart des pays sont : Score de Consommation Alimentaire (SCA), Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), Indice des Stratégies d'Adaptation basées sur les Moyens d'Existence (ISAME). On note également des indicateurs de résultats provenant des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence) disponibles pour le Tchad. S'agissant de l'Etat nutritionnel, les résultats des analyses IPC AMN ont été utilisés au Nigeria et au Tchad. Des données de mortalité (TMM5, TBM) ont été également utilisées au Tchad. Des facteurs contributifs ont été intégrés grâce aux données issues des systèmes d'information nationaux et des partenaires techniques membres des Cellules Nationales d'Analyse CH : suivi et évaluation de campagne agropastorale, situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, suivi nutritionnel, insécurité, assistance humanitaire, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'information nationaux et les partenaires membres des Cellules Nationales d'Analyse CH dans les pays.

Les protocoles spéciaux pour l'analyse des zones inaccessibles ou d'accès limité ont été utilisés pour la zone de Gwoza dans le Nord-est du Nigeria. En outre, les protocoles spéciaux pour l'analyse de populations spécifiques ont été appliqués au Nigeria (Sokoto, et Zamfara) pour les personnes déplacées internes (PDIs), en Mauritanie pour les réfugiés maliens hors camps et dans le camp de

M'berra dans le Hod Chargui, au Tchad dans les provinces d'Ennedi Est, Lac, Logone Oriental, Moyen Chari, Ouaddaï, Salamat, Sila et de Wadi Fira pour les anciens réfugiés, les nouveaux réfugiés, les retournés et les déplacés internes. Par ailleurs, les zones d'accès difficile de Abadam, Guzamala, Kukawa et Marte dans le Nord-est du Nigéria demeurent non analysées, faute de données.

Les résultats des analyses nationales ont été revus et validés par le Comité Technique du CH lors de deux ateliers régionaux de consolidation dont un en ligne tenu du 10 au 14 mars 2025 qui a concerné le Bénin, la Mauritanie et la Sierra Léone et le second, du 03 au 09 avril 2025 à Lomé (Togo) et a concerné le Tchad, la Guinée, la Guinée Bissau, le Ghana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, et le Sénégal.

Ceci a permis de contrôler la qualité des analyses faites au niveau des pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et de procéder à leur validation technique en lien avec les exigences du manuel 3.0. Ont pris part à ces travaux en ligne et en présentiel : les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, de l'IPC/GSU, de JRC/UE, du PAM et de Save the Children.

Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à :

- Une faible disponibilité des données notamment les indicateurs de nutrition et les preuves des facteurs contributifs dans plusieurs pays ;
- Une maîtrise insuffisante de la méthodologie et des outils d'analyse du CH (formulation des hypothèses de projection, appréciation de l'impact des facteurs contributifs, utilisations des arbres décisionnels, analyses et estimations des populations) ;
- Le non-respect du planning régional pour la conduite des sessions d'analyse par les pays rendant difficile la couverture de la facilitation par les coaches régionaux, la revue qualité et la consolidation régionale des analyses au niveau régional ;
- La suspension des fonds américains qui a affecté les différentes organisations membres du CT-CH limitant le déploiement des coaches régionaux impactant sur la qualité des analyses nationales dans certains pays.

Il faut noter au demeurant que le Togo a fait une analyse qui a été soumise à la revue technique régionale, conformément à la politique d'assurance-qualité du CH. Cependant, le pays n'a pas accepté les résultats revus par le Comité Technique du CH et selon les dispositions du CH, l'analyse du Togo n'est donc pas publiée dans la fiche de communication régionale et les résultats validés par le pays n'engage pas le niveau régional.



Recommandations pour l'action et pour les futures analyses

Au terme des analyses dans les pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun les recommandations suivantes sont formulées :

A l'endroit des Gouvernements des pays de l'espace CILSS/CEDEAO

1. Renforcer la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des programmes d'urgence humanitaire pour une assister les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5) ;
2. Renforcer la prise en charge et la prévention la malnutrition des enfants des ménages les plus pauvres dans les pays fragilisés par la crise sécuritaire (Mali, Niger, Nigeria Tchad, etc.) ;
3. Améliorer la coordination intersectorielle du Nexus Humanitaire-Développement-Paix en intégrant les actions de relèvement dans les plans nationaux de réponse en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) ;
4. Assurer la durabilité du financement des systèmes de collecte des données et d'analyse du CH afin pour maintenir la veille informationnelle de la SAN dans les zones à risques ;
5. Renforcer l'implication des OSC dans l'analyse et la collecte des données au niveau local ;
6. Mettre à jour les profils HEA dans les pays du Sahel (ou les profils ont plus de 10 ans) pour une meilleure prise en compte des résultats d'analyse HEA dans les analyses CH.

A l'endroit des Organisation inter-Gouvernementales (CILSS, UEMOA, CEDEAO)

7. Poursuivre les appuis institutionnels visant de renforcement des capacités techniques des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation des méthodes de collecte de données et d'analyse du CH ;
8. Appuyer le développement des méthodes d'analyse des Produits d'observations de la terre pour faciliter la production des évidences dans les zones fragilisées inaccessibles ou d'accès limité ;
9. Renforcer et harmoniser la coordination régionale de la réponse et du processus du Nexus HDP.

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

10. Appuyer les pays dans la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des plans nationaux de réponses et des programmes de résilience en faveur des populations vulnérables identifiées ;
11. Accompagner les pays sur l'innovation des systèmes d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence ;
12. Améliorer financement du programme stratégique du Comité technique du Cadre Harmonisé pour le renforcement des capacités des cellules nationales d'analyse, le développement méthodologique et les analyses dans tous les pays.



Contacts

Dr Sy Martial TRAORE
Coordonnateur PRA-SAN
Tél. : (+227) 20 31 53 16 / Mobile : (+227) 97 15 78 82
E-mail : Martial.traore@cilss.int

Maman Williams MASSAOU
Statisticien-Nutritionniste, Chef DAVRIAN
Tél. : (+227) 20 31 53 16 / Mobile : (+227) 90 59 00 23
E-mail : massaoud.wiliams@cilss.int



Partenaires de l'analyse

